



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 02/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CORTEVA Agriscience France SAS

3 Rond-point des Saules
Immeuble Le Renaissance
78280 Guyancourt

Références : 0006704320_2025_06_20_Corteva_Uffholtz_VIIC_SDE_Retention_et_Eaux_incendies
Code AIOT : 0006704320

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2025 dans l'établissement CORTEVA Agriscience France SAS implanté zone d'activité lieu dit Eichgasse 68700 Uffholtz. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite porte sur le confinement et les ressources en eaux et mousse incendie, elle s'inscrit dans la continuité des suites de l'inspection du 16 juillet 2024 portant sur la rétention et le confinement des eaux incendies.

Le référentiel utilisé est l'arrêté préfectoral N° 2010-193-16 du 9 juillet 2010 portant prescriptions complémentaires à la Société DU PONT DE NEMOURS France SAS à UFFHOLTZ en référence au titre Ier du Livre V du Code de l'Environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CORTEVA Agriscience France SAS
- zone d'activité lieu dit Eichgasse 68700 Uffholtz
- Code AIOT : 0006704320
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société CORTEVA AGRISCIENCE exploite des installations de production de produits phytosanitaires, classées Seveso Seuil Bas.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 09/07/2010, article 7.5.1	Sans objet
2	Dispositions organisationnelles	Arrêté Préfectoral du 09/07/2010, article 7.3.2	Sans objet
3	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 09/07/2010, article 7.6.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer aux prescriptions sur les points initialement contrôlés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2010, article 7.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation de l'établissement
Prescription contrôlée : Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, [...]. Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'examen de cette prescription doit être réalisé à l'éclairage des constats réalisés lors de la visite d'inspection du 16 juillet 2024. Les constats réalisés sur site et sur pièces en 2024 mettaient en avant l'absence de consigne écrite précisant les vérifications à effectuer pour s'assurer de l'étanchéité de la fosse EP 100 intervenant dans le confinement des eaux d'extinction incendie (et qui

<p>sert, hors situation accidentelle, de rétention des eaux pluviales susceptibles d'être polluées). Il avait été demandé à l'exploitant de mettre en place, sous deux mois, une consigne écrite précisant les vérifications à effectuer, pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention. L'exploitant s'assurera que le contrôle visuel effectué est adapté et suffisant pour s'assurer de l'étanchéité de la fosse.</p> <p>En septembre 2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection le rapport du contrôle visuel du bassin EP 100 effectué le 22 juillet 2024, l'exploitant a précisé que le protocole de contrôle est celui utilisé habituellement pour les contrôles de bassins et de rétention. Les étapes de contrôle préventif ont été entrées dans le logiciel de gestion intégré du site (SAP) avec un contrôle d'étanchéité annuel et un contrôle visuel quinquennal. Après analyse du rapport de contrôle, l'Inspection constate que le protocole prévoit le contrôle de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'encombrement, - l'absence de dégradations, d'affaissements ou de fractures de la semelle, de dégradation du béton de semelle, - l'absence de boulons d'ancrage dégradés, de béton d'ancrage dégradés, - l'absence de déformation et de dégradation du massif, - l'absence de déformations de la dalle d'étanchéité, - l'absence de dégradations ou déformations du mur de la cuvette, - l'absence de végétation excessive à proximité du mur de la cuvette de rétentions, - l'absence d'obstruction ou d'affaissement des bouches de vidange de la cuvette de rétention. <p>Des schémas et images précisent l'emplacement des éléments et l'état attendu, et donnent des exemples de dégradation des éléments.</p> <p>L'Inspection constate que le contrôle conclut que le bassin EP 100 est sans défaut apparent.</p> <p>Au cours de la visite, l'Inspection a contrôlé le SAP du site. Elle constate que le prochain contrôle visuel et le prochain contrôle d'étanchéité sont programmés avec un rappel de l'action à faire fixé respectivement au 3 août 2029 et au 3 août 2025, et une date limite de test fixée au 1er novembre 2029 et au 1er novembre 2025.</p> <p>Sur site, l'Inspection a constaté visuellement un bon état du bassin EP 100.</p> <p>Postérieurement au contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection le rapport du contrôle de l'étanchéité qui a eu lieu le 28 octobre 2024. Après analyse du document, l'Inspection constate que le contrôle conclut que le bassin EP 100 est étanche.</p> <p>Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription sur les points initialement contrôlés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Dispositions organisationnelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2010, article 7.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies sous forme de consignes,[...]</p> <p>Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ([...] obturation des écoulements d'égouts notamment) ; <p>[...]</p>

<p>Constats :</p> <p>L'examen de cette prescription doit être réalisé à l'éclairage des constats réalisés lors de la visite d'inspection du 16 juillet 2024. Les constats réalisés sur site et sur pièces en 2024 mettaient en avant l'absence de consignes indiquant le mode opératoire permettant de s'assurer de l'obturation effective de l'exutoire des eaux pluviales (comprenant pour exemple, la vérification du gonflement de la baudruche et l'utilisation de la vanne manuelle si besoin).</p> <p>Dans son courrier du 30 septembre 2024, l'exploitant précise que le mode opératoire de gestion des eaux pluviales SRV-ENV-M-005 et le protocole de gestion des événements imprévisibles SAT-ALL-MIO-015 ont été modifiés, afin d'y intégrer les actions de vérification du gonflage de la baudruche, et l'action de fermeture de la vanne manuelle si besoin. Après analyse de ces documents, l'Inspection constate que les documents prévoient une vérification du gonflement de la baudruche à 1,4 bar et la fermeture de la vanne manuelle si la pression est inférieure à 1,4 bar.</p> <p>Sur site l'Inspection a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présence du manomètre, comme prévu dans les protocoles précités (dans l'armoire technique baudruche à l'entrée du site). La clé de l'armoire est positionnée sur l'armoire. - le bon fonctionnement de la vanne manuelle, la vanne se ferme facilement et la fermeture est visible. <p>Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription sur les points initialement contrôlés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Ressources en eau et mousse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2010, article 76.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Ressource en eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose a minima de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un système de détection automatique d'incendie, - d'un système d'extinction automatique d'incendie à eau qui protège l'ensemble des installations. Il comporte un réservoir de 719 m³ alimenté automatiquement par le réseau d'eau de ville. Le réseau sprinkler est du type maillé. Deux pompes, l'une électrique de 340 m³/h, l'autre à moteur diesel de 340 m³/h, alimentent les postes d'extinction depuis le réservoir. Ceux-ci seront étendus à la nouvelle ligne de production de Nicosulfuron. - des prises d'eau munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé, - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets, - des robinets d'incendie armés, - des colonnes sèches, - des colonnes en charge. <p>Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.</p>

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

Constats :

Sur site, l'Inspection a pu contrôler les DOE (dossier d'ouvrage exécuté) du système de détection automatique d'incendie et du système d'extinction automatique d'incendie. Après analyse de ces documents, l'Inspection constate que les deux pompes (électrique et diesel) sont prévues avec un débit de 340 m³/h.

Sur site, l'Inspection a constaté que :

- le réservoir est identifié comme faisant 720 m³,
- la pompe électrique est identifiée sur site comme ayant un débit de 300 m³/h (l'exploitant précise que cette identification est une erreur d'affichage),
- la pompe diesel est identifiée comme ayant un débit de 15 000 GPM (gallons par minute) ce qui correspond à environ 340 m³/h.

L'Inspection a contrôlé par échantillonnage les prises d'eau et les extincteurs et RIA (robinet d'incendie armé) du bâtiment « Magasin S12 ». Ce contrôle n'appelle pas de commentaires de la part de l'Inspection.

Postérieurement au contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection :

- le compte rendu d'intervention de maintenance préventive du système de sécurité incendie datant du 17 avril 2025,
- le dernier rapport de contrôle des prises d'eau,
- les deux derniers rapports de contrôle des extincteurs,
- le dernier rapport de contrôle des RIA,
- la dernière attestation de formation des équipiers d'intervention.

Après analyse de ces documents, l'Inspection constate que :

- le compte rendu d'intervention de maintenance préventive du système de sécurité incendie conclut que l'installation est en bon état fonctionnel conformément à la règle R7 de l'APSAD,
- le rapport de contrôle des prises d'eau mesure et contrôle la pression statique, le débit libre et le débit à un 1 bar, les mesures de 2024 pour le site d'Uffholtz témoignent d'un bon fonctionnement,
- les rapports de visite des extincteurs et des RIA sont réalisés par une entreprise titulaire de la certification de service d'installation d'extincteurs mobiles APSAD R4 et concluent à un bon état de fonctionnement pour les extincteurs pour les années 2024 et 2025, et à la nécessité de réaliser une action corrective pour les RIA pour l'année 2024,
- le contrôle de la dernière attestation de formation des équipiers d'intervention n'appelle pas de commentaire de la part de l'Inspection.

La formation des équipiers d'intervention a été traitée plus en profondeur au cours d'une précédente inspection.

Ces éléments et l'analyse des documents n'appellent pas de remarque de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite